



## Les politiciens américains profitent des attentats à Paris pour attiser la xénophobie

Par [Andre Damon](#)

Mondialisation.ca, 20 novembre 2015

<https://www.wsws.org/fr/articles/2015/nov2015/poli-n20.shtml>

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Aux États-Unis, le pays qui porte la plus grande responsabilité de l'actuelle crise des réfugiés pour avoir attisé la guerre civile en Syrie, les politiciens se sont bousculés ces derniers jours pour réclamer davantage de restrictions concernant l'admission de personnes fuyant la catastrophe qui affecte le Moyen-Orient.

Le but de cette intense campagne médiatique orchestrée par un groupe de candidats présidentiels républicains semi-fascistes, comme Donald Trump ou Ted Cruz, est de pervertir l'opinion publique et d'attiser un climat de peur et de xénophobie dans le but de faciliter un plus grand virage vers la droite de la politique gouvernementale.

Les gouverneurs de 26 États américains ont déclaré cette semaine ne pas vouloir laisser entrer dans leurs États les réfugiés venant de Syrie. En attendant, les républicains de la Chambre des représentants projettent de présenter aujourd'hui un projet de loi qui interdirait effectivement au gouvernement d'accepter des réfugiés syriens.

Dans le même temps, les politiciens américains ont fait des déclarations fascisantes dans les médias nationaux en réclamant la fermeture des mosquées, l'exclusion des réfugiés sur la base de la religion et même le recours à des camps de concentration pour garder les migrants.

Donald Trump, le magnat milliardaire de l'immobilier et candidat républicain à la présidence a déclaré lundi dans un entretien, « Je n'aimerais pas le faire [fermer les mosquées], mais c'est quelque chose qu'il faudra sérieusement envisager parce que certaines de ces idées et une partie de la haine – la haine absolue – viennent de ce voisinage. »

Ce même jour, le gouverneur de New Jersey et lui aussi candidat républicain à la présidentielle, avec de bonnes chances d'être désigné, Chris Christie, avait dit lors d'un entretien radiophonique vouloir interdire à n'importe quel réfugié d'entrer dans le pays, y compris « les orphelins de moins de 5 ans ».

Le sénateur texan Ted Cruz, un autre aspirant à la désignation comme candidat républicain à la présidentielle, a dit lundi vouloir chercher à interdire l'entrée des États-Unis aux musulmans syriens tout en acceptant les chrétiens. « Il n'y a pas de gros risque que des chrétiens commettent des actes de terrorisme », a dit Cruz lors d'une conférence de presse au lycée de Myrtle Beach en Caroline du sud.

Mardi, le gouverneur de la Louisiane, Bobby Jindal a dit avoir promulgué un décret recommandant à la police de dépister les réfugiés syriens. « J'ai publié un décret disant aux agences de tout mettre en œuvre... J'ai ordonné à la police de détecter ceux qui se trouvent déjà en Louisiane », a-t-il déclaré.

David A. Bowers, le maire de Roanoke en Virginie, fut peut-être le plus provocateur en invoquant d'un air approbateur l'histoire honteuse de l'Amérique relative à l'internement des Japonais américains dans des camps de concentration durant la Seconde Guerre mondiale. « On se rappellera que le président Franklin D. Roosevelt fut contraint d'emprisonner des ressortissants étrangers japonais après le bombardement de Pearl Harbor et il semblerait que la menace émanant de l'EI de nuire à l'Amérique est actuellement tout aussi réelle et sérieuse que l'était celle de nos ennemis d'antan », a écrit Bowers dans une lettre citée par le *Roanoke Times*.

Tout indique que ces déclarations ont déjà incité à la violence et à des menaces à l'encontre des communautés musulmanes. Le Conseil des relations américano-islamiques (Council on American Islamic Relations, CAIR) a dit lundi avoir reçu ces derniers jours une documentation relative au « vandalisme et à des menaces ciblant des mosquées au Texas, au Kentucky, en Virginie, au Nebraska, en Tennessee, en Ohio, à New York et dans d'autres États. » Il a ajouté, « Ces incidents répondent à un type de crimes haineux et à des incidents motivés par des préjugés dans tout le pays et qui ciblent des personnes et des propriétés associées ou considérées comme associées à l'islam et à la communauté musulmane américaine. »

En réaction aux déclarations faites par les républicains, le gouvernement Obama qui a déporté plus d'immigrants que n'importe quelle autre présidence de l'histoire américaine, et qui a claqué la porte à la grande majorité des personnes qui ont fui la Syrie, adopte une posture de bienveillance envers les réfugiés.

S'exprimant mardi depuis la Turquie, Obama a fait référence à certaines des propositions faites par les candidats républicains en déclarant, « Ce n'est pas américain, ce n'est pas qui nous sommes. Nous n'avons pas d'examen religieux pour notre compassion. » Les responsables de la Maison blanche ont dit par la suite que les gouverneurs n'avaient pas le pouvoir d'influencer la politique fédérale de l'immigration en ajoutant qu'Obama opposerait son veto à la loi des républicains restreignant l'admission des réfugiés.

En réalité, le gouvernement Obama a fait l'objet de critiques soutenues sur le plan international pour sa politique très restrictive à l'égard des réfugiés syriens. 200.000 personnes au moins ont été tuées des suites de la guerre civile en Syrie, tandis que 4,2 millions de personnes sont devenues des réfugiés et 7,8 millions d'autres ont été déplacées à l'intérieur de la Syrie. Les États-Unis cependant n'ont accepté que 1500 réfugiés syriens par an en projetant de relever ce chiffre à un niveau dérisoire de 10 000.

Parallèlement, le gouvernement Obama, de concert avec le gouvernement Hollande en France, se sert des attentats à Paris comme d'une occasion d'intensifier sa campagne de bombardement en Syrie et d'accroître ses efforts de contrôler par la force militaire la région toute entière.

Andre Damon

Article original, WSWS, paru le 19 novembre 2015

La source originale de cet article est

<https://www.wsws.org/fr/articles/2015/nov2015/poli-n20.shtml>

Copyright © [Andre Damon](#), <https://www.wsws.org/fr/articles/2015/nov2015/poli-n20.shtml>, 2015

---

Articles Par : [Andre Damon](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)